

F. — Finances

1° RECOUVREMENTS BUDGETAIRES (en millions de francs)

RUBRIQUES	EXERCICE 1948			EXERCICE 1949	
	Prévisions	Recouvrements		Prévisions	Recou- vrements au 30-6-49
		Au 30-6-48	Au 30-6-49		
Tertib	3.522,1	187,8	3.520,1	3.022	373,7
Patente et centimes additionnés	70	47,7	145,9	100	57,3
Patente et centimes additionnés	1.310	95,1	1.422,5	1.910	201,6
Supplément exceptionnel à la patente	745	299,5	1.180,5	835	481,5
Prélevement sur les traitements et salaires	56,8	23,1	118,6	113	23,5
Autres impôts directs	7.232	3.461,1	7.632,5	8.088	5.506,6
Droits de douane	1.619	827,3	1.598,4	1.431	1.007,9
Droits d'enregistrement	287,4	169,6	371,5	314,4	211,9
Droits de timbre	1.615,5	750,2	1.749,5	2.165,5	1.678,7
Impôts indirects	330,5	189	421,8	455,5	171,9
Produits et revenus du domaine	1.254,8	555,2	1.179,8	1.966,7	852,3
Produits de l'office postal	2.122,9	308,8	2.322	4.441,3	291,3
Produits des monopoles et exploitations	548,1	285,7	819,1	672	441,5
Produits divers du budget	1.740,9	1.012,3	1.719,1	60	77,5
Recettes exceptionnelles					
Totaux	22.455	8.212,4	24.201,3	25.574,4	11.377,2
Reversements sur les dépenses des divers services	125	—	65,8	—	—
Totaux	22.580	8.212,4	24.267,1	25.574,4	11.377,2

2° MOYEN DE PAIEMENT (en millions de francs)

DATES	Circulation monétaire	DEPOTS				Bons du Trésor	Solde du compte d'opérations
		Banques	Chèques postaux	Trésorerie	Caisse d'épargne		
	638	831	126	—	203	—	-1.028
1938 - 31 décembre	14.887	24.197	3.136	2.602	1.650	27.460	15.287
1946 - 31 décembre	19.107	31.265	3.761	4.259	1.756	30.995	15.016
1947 - 31 décembre	24.151	46.999	6.187	2.818	2.165	40.462	16.021
1948 - 31 décembre	23.553	44.775	5.628	3.099	2.489	39.737	11.091
1949 - 31 mars	24.022	43.640	6.343	3.886	2.579	36.804	9.891
1949 - 30 avril	24.353	43.859	5.862	4.086	2.640	35.952	10.571
1949 - 31 mai	24.343	—	5.822	4.857	2.654	36.309	8.697
1949 - 30 juin							

3° SITUATION DU CREDIT

a) Ensemble des banques sauf B.E.M.

D A T E S	Dépôts	E N G A G E M E N T S				Bons du Trésor
		Crédits directs		Portefeuille commercial	Total	
		Ordinaires	Garantis Etat			
millions de francs						
31 décembre 1946	22.662	5.221	384	(1)	5.605	15.948
31 décembre 1947	29.908	9.536	1.031	(1)	10.567	18.800
31 décembre 1948	45.457	16.760	2.106	3.544	22.410	22.586
31 mars 1949	43.253	18.377	2.172	4.071	24.620	21.050
30 avril 1949	42.098	17.629	2.467	4.771	24.867	20.524
31 mai 1949	42.279	17.902	2.233	4.736	24.871	19.785

(1) Chiffre compris dans les crédits directs.

b) Banque d'Etat du Maroc

D A T E S	Dépôts	E N G A G E M E N T S				Bons du Trésor
		Portefeuille commercial		Crédits directs		
		Total	Dont réescompté aux banques	Total	Dont garantis par l'Etat	
millions de francs						
31 janvier 1948	1.489	284	264	1.960	1.190	1.259
31 décembre 1948	1.543	1.242	1.175	4.912	2.866	3.439
31 mars 1949	1.522	2.911	2.852	7.974	3.425	1.513
30 avril 1949	1.543	3.259	3.199	8.454	3.399	1.656
31 mai 1949	1.580	3.801	3.749	8.190	3.731	1.830
30 juin 1949	1.657	3.602	3.553	8.186	4.014	3.864

Commentaire sur la conjoncture financière

Le fait remarquable de la situation monétaire du Protectorat au cours du 1^{er} semestre 1949 est la réduction sensible du solde créditeur du compte d'opérations (7.300 millions de frs). Depuis 1945, le montant de ce compte qui représente on le sait, la créance du Maroc vis-à-vis de l'extérieur, était demeuré stable aux environs de 15 milliards de francs ; le principal poste du passif de notre balance des comptes, à savoir le déficit de la balance commerciale, était alors compensé par les arrivées de capitaux métropolitains en quête d'investissements.

Aujourd'hui l'équilibre est rompu, des facteurs économiques nouveaux étant intervenus récemment. En premier lieu le déficit commercial s'est aggravé (29 milliards de francs pour six mois contre 37 milliards pour l'ensemble de l'année 1948). Alors que les prix des produits importés n'ont cessé d'augmenter, ceux des produits exportés ont marqué une tendance à la baisse (produits agricoles notamment). L'écart s'est donc creusé entre la valeur de nos ventes et celles de nos achats, sans que le volume des marchandises échangées subisse de notables variations.

A cette aggravation du déficit commercial n'a pas correspondu l'afflux de capitaux extérieurs que l'on pouvait envisager. La stabilisation du franc la disparition des perspectives de décrochage ont détourné du Maroc les capitaux en quête de refuge.

Ces deux facteurs agissant simultanément, il était normal que la créance du Maroc sur l'extérieur fut sensiblement réduite. Cette créance représentée d'une part par les Bons du Trésor, d'autre part par le solde du compte d'opérations

est donc passée de 56 milliards de francs, le 31 décembre 1948, à 45 milliards le 30 juin.

Les conséquences de ce déficit accru de la balance des comptes sont multiples.

— elles aggravent les difficultés de trésorerie des entreprises et les conduisent à solliciter d'une manière plus fréquente le concours bancaire. Ainsi, les engagements des banques se sont accrus régulièrement depuis le début de l'année. Mais les établissements de crédit eux-mêmes ne disposant que de moyens limités ont fait appel à l'Institut d'émission qui supporte en fin de compte l'accroissement des crédits bancaires.

La réduction du solde du compte d'opérations qui devait entraîner une diminution de la circulation financière s'est trouvée compensée en fin de compte par l'augmentation des crédits. En d'autres termes, l'économie marocaine prise dans son ensemble est « supportée » dans une mesure toujours plus grande par le crédit bancaire. On imagine aisément les conséquences qui découleraient d'une telle situation dans l'hypothèse d'une crise économique sérieuse.

Les mois qui viennent auront donc une importance très grande pour l'équilibre économique et financier du pays. L'affectation au Maroc d'une somme de 10 milliards de francs à valoir sur la contrevaletur de l'aide Marshall, doit permettre de réduire le déficit de la balance des paiements pour l'année 1949. Il conviendrait toutefois que cette avance fût consacrée à des dépenses d'équipement de manière à obtenir en 1952, à l'expiration de l'aide Marshall, un équilibre économique qui fait encore défaut à l'heure actuelle.

Banque d'État du Maroc

EXTRAITS DU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 27 JUIN 1949

.....
La production, en nouvelle augmentation, demeure cependant, dans l'ensemble, en deçà des besoins d'une population qui s'accroît rapidement en même temps que son niveau de vie tend à s'élever de façon régulière. Certaines industries de transformation semblent néanmoins devoir faire un effort particulier pour maintenir et développer leurs débouchés.

Au point de vue agricole, 1948 se classe parmi les années moyennes. La récolte de céréales, peu favorisée par les circonstances atmosphériques, est évaluée à 21 millions de quintaux environ.

La campagne des agrumes a été assez favorable. Malgré la concurrence, la presque totalité de la production a pu, cette année encore, être exportée dans d'assez bonnes conditions.

La reconstitution du vignoble atteint par le phylloxéra se poursuit. La production de vin de 1948 est évaluée à 350.000 hectolitres.

La récolte d'olives exceptionnellement abondante a dépassé 100.000 tonnes. Les autres cultures d'oléagineux, favorisées par la garantie de prix accordée aux producteurs, sont en progrès sensible ; les superficies consacrées au lin, en particulier, ont considérablement augmenté.

L'état du cheptel, éprouvé par la sécheresse, n'est en général pas excellent : si l'effectif du troupeau s'est maintenu sensiblement au même niveau que l'an dernier, malgré une forte mortalité, sa qualité laisse à désirer, en raison d'une nourriture peu abondante.

La situation des exploitants agricoles paraît moins prospère qu'elle ne l'était au cours des années précédentes. Si les difficultés d'approvisionnement en matériel et en carburants se sont atténuées, l'augmentation des charges grève lourdement les frais d'exploitation.

Le développement de l'industrie s'est poursuivi, favorisé par l'amélioration des approvisionnements en matières premières et en machines. De nombreuses Sociétés ont augmenté leur capital ; on note également la constitution de nouvelles entreprises. Cette croissance rapide qui devrait être consolidée pose, dans certains secteurs, des problèmes de débouchés.

La production d'énergie électrique — pro-

venant, à peu près par moitié, des usines hydrauliques et des usines thermiques — s'est élevée à 390 millions de Kwh environ, contre 328 millions en 1947.

L'énergie électrique du Maroc a mis en service de nouveaux groupes et plusieurs lignes nouvelles de transport de force. Si le programme de grands travaux se poursuit au rythme prévu et si la situation hydraulique évolue favorablement, la production pourra en 1949 être portée à 440 millions de Kwh couvrant ainsi, sur les bases de la consommation actuelle, les besoins du pays.

L'industrie des conserves, l'une des plus actives et des plus caractéristiques du Maroc, a fait un nouveau bond en avant. La fabrication des conserves de poisson représente l'essentiel de cette activité : le nombre des usines est passé de 85 à 129 avec une production qui atteint 1.100.000 caisses, double de celle de l'an dernier.

Le montant des exportations de conserves de poisson s'est élevé à quatre milliards et demi de francs, soit près du huitième du montant total des exportations de la zone française du Maroc. La majeure partie de ces opérations se traite avec la zone franc. Cependant, un effort louable a été entrepris pour assurer de nouveaux débouchés en Angleterre et même outre-Atlantique. Pour 1949, une production de 2 millions de caisses est prévue représentant un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs ; ce chiffre restera pourtant très inférieur à la capacité totale des usines évaluée à 4 millions de caisses environ.

La campagne des conserves de légumes et de jus de fruits a été satisfaisante.

Le tonnage traité par les minoteries industrielles ne représente que 20 % de la consommation marocaine de céréales panifiables, le reste étant produit par la mouture artisanale. Il est sensiblement inférieur à celui de l'an dernier : 2.350.000 quintaux de blé au lieu de 2.615.000.

L'industrie des corps gras a été très active : le tonnage global de graines traitées dans ses usines — provenant tant de la production marocaine que des importations — est passé de 36.000 à 47.000 tonnes. Ce secteur reste étroitement contrôlé par les organismes administratifs.

Dans l'industrie sucrière, la capacité de pro-

duction de la principale usine du Maroc, portée de 100.000 à 130.000 tonnes, doit atteindre 200.000 tonnes en 1949.

L'activité des usines, ateliers et chantiers des industries métallurgiques a été largement assurée dans toutes les branches : fonderies, emballages en fer blanc pour les fabriques de conserves, constructions métalliques, mécanique générale, chaudronnerie et chantiers navals.

La production des matériaux de construction marque également un progrès ; celle du ciment — 262.000 tonnes contre 219.000 — n'a cependant pas suffi à couvrir les besoins du Maroc : le complément a dû être assuré par 195.000 tonnes d'importations.

La demande croissante de superphosphates — que les agriculteurs marocains commencent à utiliser plus largement — a provoqué l'extension des usines de produits chimiques existantes.

L'industrie textile, filature, tissage et bonneterie, a poursuivi son équipement et augmenté sa production.

Quant à l'artisanat, ses procédés traditionnels de fabrication lui permettent difficilement de supporter la concurrence des productions en série, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Les pouvoirs publics s'efforcent de remédier à cette situation en créant des coopératives dotées de matériel moderne.

L'ensemble de la production minière est en augmentation. Celle des phosphates a atteint le nouveau record de 3.226.000 tonnes contre 2.955.000 en 1947. Les neuf dixièmes ont été exportés pour 6.272 millions de francs, soit 17 % en valeur des exportations de la zone française.

A Djerada, les charbonnages nord-africains ont extrait 290.000 tonnes de charbon, soit 22.000 tonnes de plus qu'en 1947.

La production de minerai de fer a presque doublé atteignant 300.000 tonnes dont la majeure partie a été exportée vers l'Angleterre.

L'extraction du minerai de plomb en augmentation de 30 % a atteint 39.000 tonnes ; celle du minerai de zinc est, elle aussi, en forte progression. Le développement des exploitations en cours est lié à l'exécution d'un vaste programme d'installations industrielles.

La campagne de sondages conduite par la société chérifienne des pétroles a été activement poursuivie : 55.000 mètres de forages ont été effectués contre 25.000 seulement en 1947.

L'activité de l'industrie du bâtiment, à Casablanca en particulier, s'est encore accentuée : l'ensemble des autorisations de construire accordées dans les principales villes de la zone française représente plus d'un million de mètres carrés en surface et près de 12 milliards de francs en valeur. La crise du logement n'en continue pas moins à sévir ; il faudra probablement attendre plusieurs années avant de voir ces difficultés s'aplanir.

Parmi les principaux travaux publics exécutés en 1948, il faut signaler les aménagements du bassin de l'Oum-er-Rbia et de son affluent l'Oued-el-Abid (barrage d'Im-Fout, chantiers d'Affourer, de Daourat et de Bin-el-Ouidane), les travaux du barrage de la Moulouya et ceux du port de Casablanca : dragages, allongement des jetées et des quais, construction de terre-pleins, mise en service d'un nouveau matériel de déchargement.

Le trafic du grand port marocain a surpassé tous les chiffres antérieurs : le tonnage manipulé excède 5 millions de tonnes, 1.700.000 tonnes d'importations et 3.420.000 tonnes d'exportations (dont 2.300.000 de phosphates). La capacité actuelle du port étant de l'ordre de 6 millions de tonnes par an, le point de saturation serait donc bientôt atteint. Divers projets d'installations complémentaires sont à l'étude.

Ces indications reflètent l'accroissement du commerce extérieur, dont les chiffres comparés pour 1947 et 1948 se présentent comme suit :

	POIDS		VALEUR	
	(en tonnes)		(en milliards de francs, chiffres arrondis)	
	1947	1948	1947	1948
Importations.	1.417.000	1.639.000	33	75
Exportations.	4.163.000	4.449.000	18	37
Déficit de la balance commerciale.			15	38

Les écarts en valeur, considérables d'une année à l'autre, sont dus en grande partie à la dévaluation de la monnaie et à la hausse des prix.

Le commerce intérieur, plus largement approvisionné en biens de consommation de toute nature, semble détenir, en tissus notamment, des stocks assez importants.

La masse des moyens de paiement a continué à suivre une courbe ascendante. Les dépôts bancaires sont passés de 31 milliards fin 1947 à 47 milliards au 31 décembre 1948. Cette augmentation s'explique par des entrées considérables de capitaux métropolitains. Les premiers mois de 1949 ont enregistré par contre des rapatriements importants. Le contrôle des investissements institué par le Gouvernement chérifien le 14 octobre 1948 a été suspendu au début de 1949.

Les crédits bancaires et le marché des capitaux ont évolué dans le même sens. Les constitutions de sociétés et les augmentations de capital ont porté sur 14 milliards de francs, contre 9,5 milliards seulement en 1947.

Le montant total des transactions enregistrées par l'office de cotation des valeurs mobilières de Casablanca s'est élevé à 8 milliards de

francs en augmentation de 2 milliards. Un dahir du 7 août 1948 a supprimé l'interdiction du commerce de l'or au Maroc, édictée au début de la guerre, et permis l'ouverture d'un marché de l'or qui a commencé à fonctionner régulièrement à Casablanca le 10 septembre 1948.

L'ensemble de la situation en zone française du Maroc reflète un pays en pleine expansion. La rapidité même de ce développement commande, pour la jeune et vivante économie marocaine, une certaine vigilance.

Une mise en ordre méthodique semble d'ailleurs devoir être facilitée par l'exécution d'un important plan d'équipement suivant un programme établi par les pouvoirs publics.

Pour financer partiellement ce plan, le Gouvernement chérifien a procédé, au cours de l'année 1948, à l'émission d'une série de bons d'équipement.

Ces bons d'une durée de 4 ans — en coupures de frs 5.000, 10.000, 100.000 et 1 million

— remboursables au pair, ont été émis au taux de 3 1/2 %, soit à 860 francs pour 1.000 francs nominal.

Deux tranches successives ont été créées : la première de frs 2.360.000.000 nominal environ en avril, la seconde de 640 millions environ en décembre.

Le service de ces bons est confié à la Banque d'Etat du Maroc qui en a assuré le placement avec le concours des banques et des différentes caisses du Maroc. A la demande du Gouvernement chérifien, l'institut d'émission a pris des dispositions pour assurer éventuellement aux porteurs la mobilisation de leurs titres.

Avec une faible dette (dont les charges ne représentent que 6 % du budget ordinaire), une fiscalité modérée et la perspective d'un budget équilibré, la situation des finances publiques de la zone française demeure saine.

.....
.....